lutte ouvrière

N° 500 — Lundi 27 février 1978 — Quotidien — Prix : 0,50 F

Dites-leur que vous en avez assez,

VOTEZ POUR LES CANDIDATS DE LUTTE OUVRIÈRE !

Le SMIC à 2.400 F dans l'immédiat, c'est de trop, cela risque de ruiner l'économie — voilà en substance la dernière intervention de Barre.

Les hommes politiques de la droite ont vraiment tous les culots.

Ils puisent sans vergogne dans les caisses de l'Etat pour subventionner les capitalistes de la sidérurgie. Ils dilapident des milliards pour la force de frappe et la bombe atomique. Ils engraissent avec les deniers des contribuables les richissimes avionneurs ou marchands d'armes comme Dassault. Et ils viennent raconter qu'il n'y a pas assez d'argent, par contre, pour augmenter les salaires les plus bas !

Ils osent prétendre, eux, les amis de Dassault, de De Wendel et de Michelin, que ce sont les smicards, les plus mal payés des travailleurs, qui vont ruiner le franc et le pays.

Dans le même temps, on voit tous les ténors de la droite, de Poniatowski à Chirac, se livrer à des contorsions démagogiques pour avoir l'air de défendre les bas salaires ou le minimum vieillesse.

Mais malgré l'effort démagogique — la déclaration de Barre le montre — la nature reprend bien vite ses droits et, derrière le déguisement social, apparaît la vieille droite réactionnaire, hargneuse, méprisante envers ceux qui vivent de leur travail, servile envers les possédants !

Alors, il faut qu'aux élections à venir les travailleurs montrent clairement leur dégoût, leur colère, car il y a vraiment de quoi !

Mais en même temps, il faut que les travailleurs montrent qu'ils n'accepteront pas que demain les dirigeants des grands partis de gauche, une fois au gouvernement, donnent, avec d'autres mots et d'autres répliques, le même répertoire.

Bien sûr, ils promettent le SMIC à 2.400 F pour le mois d'avril, dès le lendemain de leur accession au gouvernement. Cette différence est de taille pour les millions de salariés — car ils sont des millions — qui gagnent moins que cela.

Mais au nom de cette juste mesure envers les plus défavorisés, les partis de l'Union de la gauche veulent par exemple faire accepter par les travailleurs la bombe atomique, la force de frappe, l'augmentation du budget militaire. Mais qui va payer pour tout cela ? Encore une fois, l'impôt, les petites gens, les travailleurs ! Car toutes ces dépenses, énormes et inutiles, c'est des impôts et de l'inflation en plus, pour engraisser quelques requins capitalistes.

Il n'y a tout de même pas de raison d'accepter de financer la bombe atomique parce que l'on veut le SMIC à 2.400 F ! Et si les dirigeants de la gauche en font un lot, c'est parce qu'ils ne servent pas les intérêts des travailleurs, parce qu'ils comptent servir au gouvernement les intérêts de la bourgeoisie.

Il ne faut pas que les travailleurs cèdent au chantage des grands partis de la gauche, qui prétendent que, pour barrer la voie à la droite, le seul choix est de voter pour eux. Ce n'est pas vrai.

En votant pour les candidats de Lutte Ouvrière — et il y en a partout — les travailleurs voteront à gauche. Mais ils voteront pour des candidats de gauche qui sont contre la bombe atomique, la force de frappe et contre le fait que l'on verse de l'argent pour l'armée et pour la guerre.

Et en votant nombreux pour les candidats de Lutte Ouvrière, les travailleurs peuvent envoyer au Parlement des députés qui sont des travailleurs du rang.

Des travailleurs du rang qui soutiendront le gouvernement de gauche chaque fois qu'il fera des choses en faveur des travailleurs, mais qui alerteront les travailleurs chaque fois que la gauche au gouvernement mènera la politique de la droite.

Des députés de Lutte Ouvrière ne pourront pas empêcher Marchais et Mitterrand de retourner leur veste, mais ils peuvent avertir les travailleurs assez tôt pour leur donner les moyens de s'y opposer. Et cela, c'est une garantie.

N'oublions pas toutes les grèves trahies dans le passé. Votons à gauche. Mais sans cautionner à l'avance toutes les trahisons de Mitterrand et Marchais.

JEUDI 2 MARS
ARLETTE LAGUILLER
sera la porte-parole de Lutte Ouvrière à la radio et à la télévision

Dans le cadre des émissions électorales à la télévision et à la radio, LUTTE OUVRIERE est programmé le jeudi 2 mars.

Notre camarade Arlette LAGUILLER n'aura que sept minutes pour s'adresser à tous, puisque sept minutes, c'est le temps d'antenne accordé aux formations qui présentent plus de 75 candidats mais n'ont pas de représentants au Parlement. Le tirage au sort a fait que cette émission se situe parmi les premières.

Arlette LAGUILLER s'adressera aux électeurs aux alentours de 20 h 40, sur les trois chaînes de télévision et à la radio nationale (France-Inter). Elle parlera après les émissions (9 minutes chacune) consacrées aux formations de la majorité et de l'opposition, qui commencent à 20 h 30.

Ne le manquez pas et organisez, partout où c'est possible, des écoutes collectives !

Le jeudi 2 mars à RTL

Le jeudi 2 mars sur RTL, à 8 h 30, le matin, vous pourrez écouter et faire écouter notre camarade Arlette Laguiller, qui sera interviewée par Jean-Marie Cavada dans le cadre de l'émission intitulée : **Gros plan.**

Il faut aux travailleurs ne serait-ce qu'un député de Lutte Ouvrière !

Oui, même un seul député de Lutte Ouvrière au Parlement se ferait entendre. Oh évidemment, si c'était pour joindre sa voix au concert de bavardages et de mensonges des politiciens professionnels, il n'aurait guère de chances de se faire entendre, car ils sont bien trop nombreux déjà à chanter la même chanson.

Mais si c'est pour parler un autre langage, celui des travailleurs, en dénonçant toutes les manigances, les combines et les mauvais coups contre les petites gens, alors là, nous sommes sûrs que les travailleurs sauront l'entendre. Parce qu'un tel député parlera de ce qui préoccupe et concerne ces travailleurs. Sa voix, ils sauront la reconnaître entre toutes, parce que ce sera la leur.

Même sans être député, notre camarade Arlette Laguiller a bien réussi à se faire entendre, et nombreux sont ceux qui se rappellent encore ce qu'elle a dit en 1974. Par contre, plus personne ne se rappelle ce qu'ont dit, à l'époque, Giscard, Chaban-Delmas, ou même Mitterrand, parce que c'étaient de belles paroles destinées à cacher la vérité aux travailleurs. Et aujourd'hui que les Giscard et les Barre monopolisent le petit écran, personne ne retient pour autant ce qu'ils disent.

Si les travailleurs envoient un député de Lutte Ouvrière au Parlement, il sera leur représentant ; il se fera entendre, parce qu'il dira la vérité.

Cela, les députés de droite ne le font pas. Les députés de gauche, eux, alertent parfois les travailleurs sur certaines questions. Mais si demain c'est le Parti Socialiste et le Parti Communiste qui viennent au gouvernement, qui élèvera la voix pour protester et en appeler aux travailleurs si Mitterrand s'apprête à prendre des mesures à l'encontre de leurs intérêts ? On ne pourra pas compter pour cela sur les députés du Parti Socialiste ou du Parti Communiste, dont pas un n'a protesté contre les dirigeants de leurs partis lorsque ceux-ci ont retourné leur veste en se déclarant partisans de la bombe atomique et de l'augmentation du budget militaire.

Non, les travailleurs ne pourront compter que sur un député de Lutte Ouvrière. Sa voix sera-t-elle assez forte pour traverser les murs du Parlement ? Nous ferons tout ce qui sera en notre pouvoir pour cela. Il dénoncera, dans l'enceinte du Parlement, tout ce qui serait contraire aux intérêts de la population laborieuse. Et partout où nous le pourrons, nous amplifierons sa voix : à la télévision, à la radio, par la presse si c'est possible, mais aussi en venant chez vous, à la porte des entreprises, sur les marchés comme nous le faisons dans cette campagne. Et les nouvelles vont vite, quand ceux qu'elles concernent les aident à circuler. Si nous disons des choses qui en valent la peine, il y aura des milliers de bouches pour le dire, avec nous. Tous seuls, nous ne pouvons pas grand-chose. Mais notre voix sera entendue à travers tout le pays si nous sommes les porte-parole des préoccupations, des espoirs et de la combativité de millions de petites gens.

PC-PS :

à la recherche d'une formule d'accord

Le chassé-croisé entre le Parti Communiste et le Parti Socialiste se poursuit, chacun des partis appelant l'autre à s'asseoir à la table des négociations, tout en rejetant sur l'autre la responsabilité du refus. Cependant, de part et d'autre, en dépit des propos qui se veulent fermes, les signes d'ouverture se multiplient.

Ainsi, du côté de la gauche non communiste, Mendès-France en personne y est allé, au Club de la Presse d'Europe N° 1 du 26 février, d'un appel à un accord **« sur la base de ce que l'on appelait autrefois une déclaration ministérielle ou une déclaration d'investiture ».**

Defferre, lui, à Granville, précisait qu' **« une rencontre entre partis de gauche devrait avoir lieu logiquement après le premier tour et avant le dépôt des candidatures pour le second ».** Ce qui revient à fixer avec précision la date à laquelle une telle rencontre pourrait avoir lieu.

Mitterrand, à Chartres, évoquait quant à lui la nécessité que les partis de la gauche s'entendent pour soutenir des candidatures uniques pour le second tour et précisait que cet appel de soutien pourrait être complété par la rédaction des **« lignes de force qui, après le 19 mars — dans l'éventualité d'une victoire de la gauche — marqueront les temps nouveaux ».**

Voilà une formulation pour le moins vague et qui, si elle était adoptée, permettrait au moins de ménager l'avenir !

Le plus précis est encore, pour le moment, Pierre Mauroy qui, dans une interview au **Matin,** le 24 février, juge indispensable d'élaborer dès le 13 mars, outre une déclaration commune de soutien aux candidats de gauche restant en course, une déclaration témoignant de **« la volonté de poursuivre dès le 19 mars les travaux d'actualisation du Programme commun et celle de le transformer en programme de gouvernement pour les cinq années à venir ».**

Insistant sur cette déclaration, Mauroy réaffirmait **« la volonté des trois partis de gouverner ensemble, à égalité de droits et de devoirs, sur la base des résultats du scrutin »,** ce qui implique bien, précisait-il, la participation de ministres communistes au gouvernement de la gauche.

Le PCF, de son côté, ne cesse de rappeler sa disponibilité. En réponse au **Matin** du 23 février qui titrait **« Trop tard », L'Humanité** du 25 titrait : **« Non, ce n'est pas trop tard ».**

Ainsi, on semble bien dans la gauche accélérer le pas en vue d'aboutir à ce qui, entre les deux tours, apparaîtra comme la grande fête de la réconciliation. Mauroy le souhaite d'ailleurs : **« Cela contribuerait sans doute à ajouter à l'enthousiasme et à cet air de fête qui devrait présider à la victoire de la gauche ».**

Et ce qui se discute encore actuellement semble concerner surtout les modalités de l'affaire, la façon dont on pourra présenter la chose aux électeurs sans qu'aucun des partenaires y perde la face. C'est là sans doute le sens de l'intervention de ce politicien chevronné qu'est Mendès-France. Il est vrai qu'après avoir polémiqué les uns contre les autres, et avec quelle virulence, pendant plusieurs mois, il n'est sans doute pas si simple, pour le PCF en particulier, de mettre un terme à cette situation en une quinzaine de jours. **« Il faut savoir terminer une querelle »,** doit se dire Georges Marchais, et les délais sont maintenant restreints.

Même si le PS comme le PC ont intérêt à continuer de faire cavalier seul encore jusqu'au premier tour, en essayant chacun de rabattre le maximum de voix de son côté, il reste qu'il leur faut bien préparer le terrain de plus en plus nettement pour le lendemain, même si des péripéties se produiront certainement encore.

Situation pas facile et quelque peu contradictoire, mais il n'est pas si aisé de défendre publiquement une politique tout en s'apprêtant à en mener une autre.

BAR... RE ET SON MERLAN

Barre n'ose plus prendre la responsabilité des balourdises qu'il débite à la radio et à la télévision. Il prétend que ce qu'il dit, c'est son coiffeur qui le lui a soufflé. Et savez-vous ce que lui aurait dit ce brave homme, entre deux shampooings ? Il lui a dit qu'il payait ses trois employés 1 800 F par mois et que, s'il devait les payer 2 400 F, il serait obligé de les renvoyer. M. Barre a aussitôt opiné du bonnet et s'est empressé de rapporter ces propos à la télévision. Mais il s'est bien gardé d'interroger les trois employés de son coiffeur, pour leur demander s'ils étaient satisfaits de toucher 1 800 F par mois pour avoir le privilège de passer le ciseau ou le rasoir dans la coiffure du Premier ministre.

En fait, Barre fait parler son coiffeur, mais c'est lui qui tond... les contribuables. Car ce qu'il ne nous dit pas, c'est que si son coiffeur n'y arrive pas — et il est possible que de nombreux artisans aient des difficultés pour joindre les deux bouts — ce n'est pas parce qu'ils doivent payer des ouvriers 2 400 F, c'est parce que l'Etat les accable d'impôts et de taxes. Des impôts et des taxes qui, ajoutés à ceux que payent les travailleurs, servent à subventionner les gros capitalistes, tels Dassault et De Wendel. Barre feint de plaindre et de protéger les coiffeurs, mais c'est pour mieux camoufler qu'il protège les milliardaires.

Ne soyons pas dupes de son histoire de coiffeur. Le raseur, c'est lui, tout le monde l'aura reconnu. Mais renversons les rôles, profitons de ces élections pour lui laver la tête, à lui et aux bonimenteurs de son acabit.

A bas la taxe sur le lait !

La taxe de coresponsabilité, cette taxe de 1,55 centimes par litre de lait que le gouvernement a cherché à imposer aux petits paysans producteurs de lait en septembre dernier, n'a toujours pas été prélevée au moins sur 40 % de la collecte du lait et probablement sur plus de 50 %.

Pourtant, en septembre dernier, cette taxe avait trouvé l'accord des différents gouvernements européens, des dirigeants de la FNSEA, le syndicat paysan le plus important, tout ce monde avait accepté, sauf... les principaux intéressés, les producteurs laitiers.

Or, depuis septembre dernier, ceux-ci tiennent bon. Manifestations, lettres de refus aux coopératives chargées de prélever la taxe, les petits producteurs de lait sont déterminés à ne pas se laisser faire. Et les laiteries dans un bon nombre de départements se sont inclinées devant la mobilisation des producteurs de lait, notamment dans les départements de l'ouest et du sud-ouest du pays.

Dans un premier temps, le gouvernement a dû reculer devant la colère qui montait. Contraint de reporter de mois en mois le délai limite de perception de cette taxe, il revient à la charge et s'en prend maintenant aux coopératives qui se sont solidarisées avec les producteurs et refusent de prélever la taxe. Il leur retient une prime dite de *« dénaturation du lait »,* prime qui représente une somme importante qui peut aller jusqu'à un million par mois.

C'est ainsi que le gouvernement des Barre et des Giscard montre son vrai visage. Puisqu'il n'ose se risquer à affronter de plain-pied la colère des petits producteurs en cette période électorale, il essaie par cette nouvelle mesure de dresser les coopératives qui refusent de se transformer en agents du fisc, contre les petits paysans.

La taxe de coresponsabilité n'est jamais qu'un impôt supplémentaire que l'Etat cherche à prélever dans la poche des petits producteurs laitiers et destiné à financer les trusts du lait. En fait, c'est en moyenne 1.000 F par an que le gouvernement cherche à prélever ainsi dans la poche des petits paysans ; alors même qu'il se propose d'aider les capitalistes de l'industrie laitière. Le voilà, le vrai visage social du gouvernement.

Les petits paysans ont les mêmes ennemis que les travailleurs : l'Etat, qui prélève sur le fruit de leur labeur une lourde dîme, pour la transférer directement dans les coffres des capitalistes. Ils ont intérêt à joindre leur vote à celui des travailleurs, à ceux qui votent contre le gouvernement actuel, sans approuver les impôts que fera payer un gouvernement de gauche pour financer la force de frappe. Ils ont intérêt à voter le plus à gauche possible, à voter Lutte Ouvrière.

Le samedi 25 février, au cours du journal télévisé de 23 h 30, notre camarade Arlette Laguiller a été interviewée à Antenne 2. Nous publions ci-dessous le contenu de cette interview.

« Combien de candidats présentez-vous dans ces élections ?

— Arlette Laguiller : Lutte Ouvrière présente 470 candidats, dont 191 femmes, et le nombre de femmes est important. Même si l'on considère tous les partis réunis, tous les grands partis, eh bien Lutte Ouvrière présente le plus de femmes.

— Alors votre parti, comment se situe-t-il sur l'échiquier politique ?

— Arlette Laguiller : Lutte Ouvrière se situe bien évidemment à gauche. Nous sommes de gauche et nous disons aux travailleurrs que dans ces élections on ne peut pas voter pour la droite. On ne peut pas voter pour ces hommes politiques de la droite, ces saltimbanques qui sont en train de se disputer sur la meilleure façon de faire de la démagogie à propos du SMIC à 2 400 F. Bientôt, on va accuser les smicards d'être responsables de la crise ; et ce sont des gens qui sont entièrement au service des Dassault et des grands capitalistes qui osent prétendre cela. Alors oui, Lutte Ouvrière est de gauche.

— A gauche, mais encore révolutionnaire ?

— Arlette Laguiller : Lutte Ouvrière est à gauche et encore révolutionnaire, bien sûr. Nous sommes de gauche et, justement, c'est parce que nous sommes de gauche que nous nous méfions d'hommes politiques comme Marchais et Mitterrand. Bien sûr, ils promettent de faire des améliorations pour les personnes les plus défavorisées et, s'ils le font, nous les appuierons dans cela. Mais nous pensons aussi que, si demain ils sont au gouvernement, ils trahiront peut-être les travailleurs et qu'ils mèneront peut-être la politique de la droite. On a vu pendant des années, par exemple, le Parti Communiste et le Parti Socialiste demander à leurs militants de faire signer des pétitions, de manifester contre la bombe atomique, la force de frappe et les crédits militaires. Eh bien, au fur et à mesure qu'ils se rapprochent du pouvoir, ces hommes politiques changent de position là-dessus et disent qu'ils sont pour la bombe atomique, la force de frappe, ce qui veut dire qu'ils sont partisans de prendre dans la poche des vieillards, des petites gens, sur nos impôts, pour payer cela.

— Au deuxième tour par exemple, avec les communistes ou avec les socialistes, est-ce que vous accepterez leur soutien ? Est-ce que vous les soutiendrez éventuellement ? Comment ça va se passer ?

— Arlette Laguiller : D'abord, nous pensons qu'au premier tour, il faut des gens pour dire ce que je viens de dire, et nous espérons bien qu'il y aura des députés de Lutte Ouvrière pour le dire au Parlement. Et ce que nous ferons au deuxième tour ? Ce que je peux dire simplement, c'est que nous ne ferons rien qui puisse nuire à la gauche, et nous espérons que les dirigeants de la gauche en feront autant.

— Et éventuellement donc des désistements, des soutiens ?

— Arlette Laguiller : Ça nous le dirons au soir du premier tour. »

Responsable de la publication : Michel RODINSON

Impr. LITO, Paris-1er - Commission paritaire n° 46 450

Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10